

CAHIER
DE CAMPAGNE
N°4

**POUR UNE
EXCEPTION
AGRICULTURELLE
FRANÇAISE**

Faire que les paysans puissent vivre
de leur travail, nourrir notre pays
et prendre soin de l'environnement

Nous président!

ÉDITO

DE FRANÇOIS RUFFIN



« *Qu'attend-on de nous ?* » C'est Bruno Dufayet, à l'époque président de la Fédération nationale bovine, lui-même éleveur, qui interpelait ainsi les députés : « *Vous voulez la compétition, le modèle néo-zélandais ? On le fera. Une agriculture familiale de proximité, qui intègre le bien-être animal ? On le fera. Vous voulez tout à la fois ? C'est aux Français et à vous, les politiques, de fixer un cap.* »

Dans l'après-guerre, les politiques ont fixé un objectif clair à l'agriculture française : retrouver notre souveraineté alimentaire. Et oui, avec la mécanique, la chimie, les remembrements, avec des défauts a posteriori, mais nos grands-parents ont rempli le contrat : en une génération, dès 1972, c'est fait, la France a retrouvé son autonomie, ne dépend plus des importations. C'est alors qu'on pouvait changer de cap, mais non, par inertie, nous poursuivons sur le même chemin : produire plus, avec l'ambition de nourrir l'Afrique ou le monde, « la mission exportatrice de l'agriculture française ». Depuis, on en voit les dégâts, pour les paysans de là-bas comme pour ceux d'ici, toujours moins nombreux, sur des « exploitations » toujours plus grandes. Et avec les sols, la nature, le vivant qui en souffrent. Alors, « les politiques » demandent désormais tout et son contraire aux agriculteurs : de « monter en gamme », d'éliminer des

pesticides, de se passer des néonicotinoïdes, et en même temps, en même temps, d'être compétitifs avec les latifundias brésiliennes, les fermes-usines ukrainiennes. Avec les conséquences que l'on sait, que l'on voit : des marchés qui fluctuent, des prix qui ne rémunèrent pas, et une crise agricole tous les six mois.

Pour nous, il n'y a pas de « en même temps », pas de schizophrénie, pas d'hésitation. Le cap est tranché : il s'agit de nourrir les 67 millions de Français, et de bien les nourrir. Point-barre. Et s'il y a des surplus, eh bien, soit, ce sera exporté, mais l'objectif n'est plus là. Voilà le but.

Et pour y parvenir, deux moyens, prioritaires :

- Des protections à nos frontières, des quotas d'importation, des barrières douanières. C'est-à-dire, une rupture nette avec le libre-échange qui a cours, des accords de l'*Uruguay round* (1994) aux traités récents avec le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Mercosur, etc. Il nous faut une exception agricole, tout comme nous avons fait une exception culturelle.

- Des régulations intérieures : des prix planchers au coefficient multiplicateur en passant par les quotas de production. Ces instruments ont existé jusqu'aux années 80, et ont apporté, durant des décennies, une relative stabilité et prospérité.

Changer de modèle passe par là : se mettre d'accord, avec tout le monde agricole, sur un cap que nous tiendrons dans la durée, avec un consensus dans la société, et même indépendamment des gouvernements. Et leur assurer qu'ils seront payés, et bien payés, pour leur travail, essentiel, fondamental.

AVANT-PROPOS

La plupart des agricultrices et des agriculteurs disent qu'ils, elles n'exerceraient d'autre métier pour rien au monde. Un métier riche de mille expériences, de mille casquettes, dans les champs, avec les bêtes, en se sachant tous les jours répondre au besoin vital de se nourrir. **Une défiance commune s'est pourtant progressivement installée entre le monde agricole et les citoyens consommateurs de ses produits.**

L'exode rural de l'après-guerre et la baisse continue du nombre d'agriculteurs ont fait perdre le lien intime de la société avec le métier. Plus de grands-parents agriculteurs, pour rappeler ses difficultés et ses satisfactions. Le métier s'est complexifié aussi, technicisé, rendant les débats publics plus difficiles.

D'un côté le monde agricole, divers dans ses terroirs, son climat et dans sa production, fait face à des difficultés montrant d'elles-mêmes les limites du modèle productiviste dominant. Un modèle qui entretient des schémas de dépendance, rendant difficile l'amorce d'une transition au niveau individuel. D'ailleurs les agriculteurs semblent partager massivement le sentiment d'être peu ou mal entendus. Leurs constats individuels ne se transforment pas en transition collective. Le système est bloqué sur lui-même.

À l'autre bout de la chaîne, les citoyens s'inquiètent pour leurs assiettes, leur santé et celle de leurs enfants. Avec l'impression de payer de plus en plus cher pour des pâtes au cadmium, des légumes aux pesticides et de la viande aux antibiotiques.

Il est temps de se réconcilier, pour les agriculteurs d'être écoutés et pour les citoyens d'être rassurés.

LE MOT DE **SÉBASTIEN JUMEL**

Le fossé ne cesse de se creuser entre les discours sur la souveraineté alimentaire et le sentiment de déclassement du monde agricole.

Quand des éleveurs arrêtent, faute de revenu digne, et qu'on leur demande ensuite de réimplanter des prairies, on marche sur la tête.

Quand on importe toujours davantage de produits qui ne respectent pas nos normes, tout en imposant ici des contraintes supplémentaires, on marche sur la tête.

Quand les centrales d'achat contournent EGAlim et que des agriculteurs travaillent 70 heures par semaine sans vivre correctement de leur métier, on marche sur la tête.

La transition écologique ne réussira pas contre ceux qui remplissent nos assiettes, mais avec eux. Défendre notre souveraineté alimentaire, c'est garantir des prix rémunérateurs, simplifier les normes et protéger nos producteurs de la concurrence déloyale. Il faut passer des discours aux actes : soutenir ceux qui nous nourrissent, pas ceux qui se remplissent les poches.

nos

CONSTATS

**L'AGRICULTURE FRANÇAISE
EST À BOUT DE SOUFFLE
À CAUSE DU GRAND
DÉMÉNAGEMENT DU MONDE.**

LE LIBRE-ÉCHANGE AFFAIBLIT DEPUIS DES DÉCENNIES NOTRE FILIÈRE AGRICOLE.

On nous avait promis le grand large. Les marchés mondiaux. Les débouchés. Les exportations. La France agricole devait conquérir la planète. Résultat ? Elle perd ses fermes, ses filières, elle perd ses paysans, et maintenant elle perd même son excédent commercial.

Entre une inscription dans le libre-échange mondial avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la dérégulation des marchés européens, on a ouvert les frontières, signé des accords, dérégulé les marchés, mis nos paysans en concurrence avec le monde entier. Avec comme résultat logique et mortifère : imposer une multitude de normes sanitaires, sociales et écologiques tout en important d'ailleurs ce qui ne les respecte pas forcément. On laisse entrer des produits venus de pays où les coûts ne sont pas les mêmes, où les règles ne sont pas les mêmes, où les contrôles ne sont pas les mêmes. C'est la concurrence libre et faussée : libre pour les marchandises, faussée pour les paysans.

Longtemps, on s'est rassurés : **« La France reste un grand pays agricole. »** C'est vrai. Mais pour combien de temps ? En 2024, l'excédent agri-agroalimentaire français était déjà tombé à 4,9 milliards d'euros. En 2025, il s'est presque évaporé : à peine 181 à 200 millions d'euros selon les données disponibles, au plus bas depuis 1978, l'année où ce solde était devenu positif. Sur douze mois glissants, le Sénat constatait même un solde agricole et agroalimentaire négatif, à -515 millions d'euros. On est revenus 50 ans en arrière. Voilà le signal d'alarme : la « ferme France », celle qu'on croyait solide, bascule.

Voilà ce que le libre-échange et la dérégulation ont produit : une agriculture jetée dans une arène mondiale où tout tire vers le bas... pour *in fine* faire tomber l'agriculteur de son tracteur. On demande au paysan français d'être irréprochable, mais on le met face à des produits moins chers, produits ailleurs selon d'autres règles. On lui parle de transition, mais on lui retire la protection. On lui parle de souveraineté, mais on signe le CETA, on pousse le Mercosur, on accepte la logique des traités. On lui parle d'amour de la terre, mais on organise sa disparition.

L'agriculture n'est pas une marchandise comme les autres : elle nourrit la population, entretient les paysages, fait vivre les villages. Alors elle doit être protégée : on doit la sortir du grand casino du libre-échange.



MACRON ET L'AGRICULTURE :

« DES MOTS, DES MOTS, DES MOTS ! »

En 2017, Emmanuel Macron promettait de remettre l'agriculture debout. Les États généraux de l'alimentation puis la loi EGalim de 2018 affichaient des objectifs de revenu digne, de qualité alimentaire, de bien-être animal et de produits durables dans la restauration collective. La loi Climat et résilience de 2021 devait bousculer les rapports de force.

Alors que l'élevage était en train de reculer de plus d'un tiers (entre 2010 et 2020) et que les écarts de revenus entre agriculteurs étaient abyssaux, les promesses de la Macronie se sont fissurées. Le pouvoir voulait faire croire qu'il suffisait d'inviter les acteurs à « jouer le jeu » pour faire remonter les revenus, sans contraindre réellement les grandes entreprises de l'agroalimentaire ni la grande distribution à partager la valeur. La responsabilité a été renvoyée vers les ménages, en opposant artificiellement montée en gamme vers des modes de production écologiques et pouvoir d'achat des Françaises et des Français.

Le Macronisme agricole a alors révélé son vrai visage : **un modèle à deux vitesses, avec une agriculture « durable » réservée à une minorité privilégiée, faute de soutiens politiques et financiers, et une agriculture industrialisée destinée au plus grand nombre.** En opposant d'un côté les revenus des agriculteurs et le pouvoir d'achat des plus démunis à la santé et à l'écologie, le pouvoir entretient l'idée qu'il n'existe pas d'autre voie que celle d'un compromis au rabais. En réalité, comme souvent, la Macronie a surtout choisi de protéger les puissants en instrumentalisant les plus faibles. D'ailleurs, lorsque la France a pris la tête de la présidence de l'Union européenne, en 2022, rien n'a été fait pour mettre l'agriculture sur le devant de la scène et la prémunir du Mercosur qui était déjà largement dans les tuyaux. La Macronie porte la responsabilité de cet échec.

Après la guerre en Ukraine puis la fragilisation politique de la majorité, cette logique s'est durcie : une agriculture prétendument plus souveraine, mais en réalité plus fragile, plus dépendante aux engrais de synthèse importés, aux cours mondiaux des céréales et à une spécialisation accrue des cultures. La « simplification » est devenue l'autre nom du recul sur les normes, au bénéfice d'une minorité d'agriculteurs, sans jamais poser ni la question du captage de la valeur par les multinationales de l'agroalimentaire et la grande distribution, ni la question des inégalités criantes entre agriculteurs.

Avec l'arrivée d'Annie Genevard au ministère de l'Agriculture en 2024, la Macronie s'allie aux fervents défenseurs des pesticides et des méga-bassines, dans une ultime tentative d'un modèle à bout de souffle de s'approprier le bien commun.

Plus récemment, la loi d'orientation agricole de 2025 affichait le renouvellement des générations à l'heure des départs massifs à la retraite, mais elle a surtout conforté un modèle de concentration et de disparition des petites fermes. La loi Duplomb a poussé plus loin ce virage en facilitant des pratiques qui profitent surtout à une minorité d'exploitations intensives, au détriment des écosystèmes, du bien-être animal et de la santé des citoyens et de leurs enfants.

Emmanuel Macron n'a pas sauvé l'agriculture : il a maintenu un modèle qui promettait la protection mais organise la fragilité. Il a opposé détresse agricole et intérêt général pour les intérêts particuliers des acteurs les plus puissants qui captent la valeur et empêchent la transition agroécologique de l'agriculture française. Son bilan, c'est celui des discours sur l'avenir agricole tout en consolidant un présent d'inégalités, de vulnérabilités et d'impasses, pour les paysans comme pour celles et ceux qu'ils nourrissent.

DES AGRICULTEURS DE MOINS EN MOINS NOMBREUX AVEC DES ÉCARTS DE RICHESSE QUI PROFITENT TOUJOURS AUX PLUS GROS.

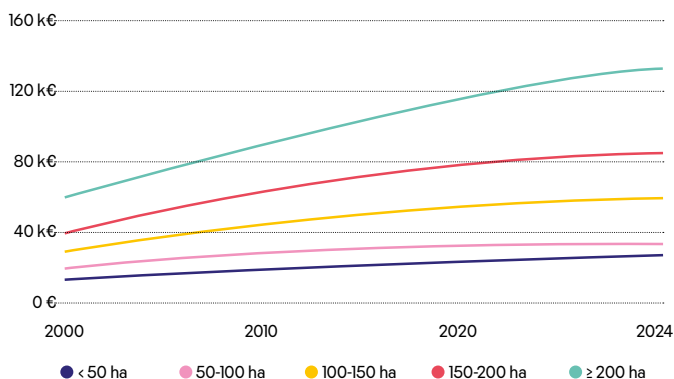
Les chiffres sont là, implacables. En 50 ans, le nombre de fermes a été divisé par quatre et les agriculteurs représentent aujourd'hui moins de 3 % de la population. La France métropolitaine ne compte plus que 390 000 fermes, 100 000 de moins qu'en 2010. En 15 ans, une ferme sur cinq a disparu. Et ce sont d'abord les élevages qui ont trinqué : les exploitations bovines, porcines et avicoles ont chuté. Derrière ces colonnes de chiffres, il y a des fermes fermées, des villages vidés, des savoir-faire perdus, des paysages qui changent.

En parallèle, les inégalités du monde agricole explosent. Plus d'un exploitant agricole sur six (17,7 %) vivait sous le seuil de pauvreté en 2021. C'est plus que la moyenne de la population française (14,4 %). Lorsque le conjoint travaille également sur la ferme, le taux de pauvreté atteint même 21,9 % !

Pour beaucoup, la seule option envisageable est celle de la modernisation continue de leurs outils et de l'accroissement insatiable de leurs surfaces, au prix d'emprunts toujours plus importants qui maintiennent la dépendance. Pour les autres, qui veulent sortir du modèle dominant, pas de subventions et donc pas d'accès aux prêts, c'est la double peine. En parallèle, les normes, de plus en plus complexes à saisir et à appliquer, entraînent une lourdeur administrative déconnectée du métier de paysan. Si nous ne faisons rien, la tendance à la concentration des terres entre les mains de quelques-uns, au profit d'un agro-business ultra-intensif dont nous dénonçons les méfaits, risque de se poursuivre puisqu'un tiers des agriculteurs aura l'âge de partir à la retraite en 2030.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI) MOYEN **PAR** **CLASSE DE SURFACE** **AGRICOLE UTILE (SAU)**

Résultat courant avant impôts (RCAI) moyen par exploitation (euros courants) selon la classe de surface agricole utile (SAU), 2000-2024.



En 25 ans, les écarts de résultat courant avant impôts (RCAI) se sont significativement creusés entre les exploitations de plus de 200 hectares et les fermes moins de 200 hectares, entraînant de fait des logiques de spécialisation et d'industrialisation des productions, au détriment de la biodiversité, de la qualité de l'eau et des sols.

JEAN

Éleveur porcin dans les Côtes-d'Armor



Tout petit, j'étais mordu de ça. La passion finalement est venue se professionnaliser. C'est un métier très riche. On est gestionnaire, on est à la technique, on fait un peu des ressources humaines. Il faut être agronome, vétérinaire, animalier, plombier, électricien. Il faut également être banquier, avoir des connaissances en comptabilité. On apprend tout le temps de nouvelles choses, encore plus quand on travaille avec du vivant. C'est à la fois usant, mais aussi très enrichissant. C'est ça qui fait l'amour du métier aussi.

Mais c'est le bémol de l'agricole : on est pris dans un étau. On ne connaît pas le prix de l'achat de nos porcs, il est référencé selon l'offre et la demande. Et lorsqu'il n'y a pas de demande, nous n'avons pas le choix, il faut mettre nos cochons sur le marché toutes les semaines. On ne maîtrise pas non plus le prix de l'aliment. Tout le monde répercute le prix sur nous, que ça soit à l'amont ou à l'aval.

Parfois on travaille à perte, et nous sommes l'un des rares métiers à devoir le faire. On fait des ouvertures de crédit pour payer tout le monde.



L'AGRICULTURE DÉRÉGULÉE, INDUSTRIELLE ET INTENSIVE TUE NOTRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE.

La France n'est plus auto-suffisante. Aujourd'hui, en France, plus de 35 % des légumes, plus de 55 % des fruits et plus de 45 % du poulet qu'on consomme sont importés. La dynamique de concentration des fermes s'accompagne d'une plus grande spécialisation. Aujourd'hui, 35 % des fermes n'ont qu'une seule production, contre 19 % en 1990. Le modèle conventionnel s'est rendu complètement dépendant des intrants extérieurs, enrichissant au passage les industriels de la pétrochimie et de l'agrochimie.

Pour les productions végétales, la France importe ainsi près de 54 % de ses engrais azotés hors de l'Union européenne et pas toujours auprès de ses partenaires les plus fiables : Russie, Égypte, Algérie et États-Unis. S'y ajoutent les engrais minéraux phosphatés, issus principalement des gisements marocains.

Pour nourrir le bétail de nos élevages, nous importons chaque année près de 4 millions de tonnes de soja latino-américain pour un coût de l'ordre de 1,5 milliard d'euros, équivalent au budget consacré chaque année par la région Île-de-France aux transports... Si nous souhaitions sortir de cette dépendance au soja étranger, il faudrait y dédier toutes les terres agricoles de la Bretagne. Ce modèle n'est pas tenable.

Hier la guerre en Ukraine faisait exploser le prix des engrais et du gazole non routier, aujourd'hui, le blocage du détroit d'Ormuz. Pendant ce temps, le Parlement européen entérine la dérégulation des nouvelles techniques génomiques, entraînant une privatisation de nos semences au bénéfice de quelques firmes multinationales.

Et demain ? Aujourd'hui, en France, **sur 100 € que dépense un Français pour son alimentation, seulement 8 € rémunèrent l'agriculteur, 34 € correspondent à des importations et 40 € au transport et à la grande distribution.** Pendant que le gouvernement et l'extrême-droite défendent au prétexte de la « souveraineté » un modèle agricole dépendant d'intrants que nous importons massivement, les crises géopolitiques se succèdent face à des agriculteurs impuissants.

PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE ET GASPILLAGE

Quel paradoxe ! Dans le pays de la gastronomie et première puissance agricole européenne, 8 millions de personnes sont aujourd'hui en insécurité alimentaire ou dépendent de l'aide alimentaire. Dans le même temps, près de 3,8 millions de tonnes de déchets issus de denrées comestibles sont jetées chaque année, soit 55 kg par personne.

Face à l'explosion des loyers, des factures et des dépenses contraintes, l'alimentation devient une réelle variable d'ajustement dans le budget des ménages. De plus en plus d'étudiants, de retraités, de familles monoparentales ou de travailleurs précaires sont contraints de sauter des repas ou de consommer des produits à faible coût et de mauvaise qualité. Les banques alimentaires voient par ailleurs les besoins exploser quand les dons et leurs moyens se réduisent. Remettre l'agriculture et l'alimentation debout, c'est aussi cesser le gaspillage au détriment des personnes dans le besoin.

DES ATTEINTES À NOTRE SANTÉ ET À NOTRE ENVIRONNEMENT QUI NE PEUVENT PLUS ÊTRE IGNORÉES.

Glyphosate, polluants éternels, cadmium... **Chaque jour qui passe fait apparaître son nouveau lot de scandales sanitaires** dans notre alimentation et les intrants issus de l'industrie pétrochimique qu'elle mobilise. « *La destinée des nations dépend de la manière dont elles se nourrissent* » indiquait déjà Jean Anthelme Brillat-Savarin, député, avocat et gastronome du XVIII^e siècle.

Depuis 1980, près de 5 000 points de captage d'eau potable ont été fermés à cause de la pollution de l'eau. Dans près de 40 % des fermetures, les excès de nitrates et de pesticides directement issus de l'agriculture conventionnelle sont en cause. Même la Cour des comptes souligne « *la part prépondérante de l'activité agricole dans la dégradation de la qualité de l'eau* » !

En parallèle, les populations d'insectes ont été divisées par trois ou quatre, mettant en péril la pollinisation, sans laquelle les plantes ne poussent plus, et de nombreuses chaînes alimentaires au cœur du vivant. Après les épisodes du Covid, de l'hantavirus, de la grippe aviaire, et face à d'autres crises à venir, nous ne pouvons plus mépriser les atteintes à la faune sauvage qui nous protège d'épidémies.

Les agriculteurs, quant à eux, présentent des taux de suicide et d'incidence de certaines pathologies bien supérieurs à la population générale. Ce sont autant de territoires et de vies brisées, comme aux Antilles avec le chlordécone.

Nous ne voulons pas nous résoudre à ce modèle qui empoisonne la terre, l'air, l'eau, les paysans, les citoyens.

FRANCK

Porte-parole de Avenir Santé Environnement.



Mon fils a eu un cancer et les médecins nous ont expliqué que l'environnement est un déterminant de la santé. Quand ça vous arrive, votre vie bascule. Vous cherchez à comprendre. Vous lisez, vous enquêtez. Et puis un jour, vous découvrez que dans le territoire où grandissent vos enfants, il y a des surincidences de cancers pédiatriques, des polluants et des pesticides dangereux qui se retrouvent dans l'air, dans l'eau, dans les sols.

Avec notre association, nous avons lancé un projet citoyen de recherche. Les résultats ont montré la présence de 45 pesticides dans les cheveux et de 14 pesticides dans les urines de la cohorte de 72 enfants suivis. On ne peut pas accepter que des enfants soient exposés à autant de substances chimiques sans évaluer leur impact et continuer comme si de rien n'était.

Je ne m'attaque pas aux agriculteurs. Pour le moment beaucoup sont eux-mêmes victimes de ce système. Ce que je remets en cause, c'est un modèle agricole qui fait passer les rendements et les intérêts économiques avant la santé publique, avec le soutien passif de l'État.



notre

PROJET

RÉCON
LES AGRIC
ET LES C

ICILIER
CULTEURS
TOYENS!

notre

PROJET

**RÉCONCILIER
LES AGRICULTEURS
ET LES CITOYENS :
DE LA RÉGULATION PLUTÔT
QU'UNE MULTITUDE
DE MICRO-NORMES**

Nous ne nous résignons pas à voir disparaître les fermes, les paysans, les paysages et les savoir-faire qui ont façonné notre pays. Il est encore temps de remettre l'agriculture debout — non pas contre les citoyens, mais avec eux. Car nous refusons le face-à-face absurde dans lequel on enferme aujourd'hui les agriculteurs.

Notre projet part d'une idée simple : il faut réaligner les intérêts. Les agriculteurs doivent pouvoir vivre dignement de leur travail. Les citoyens doivent pouvoir accéder à une alimentation saine et choisie.

Une agriculture qui fait vivre dignement celles et ceux qui la pratiquent, qui nourrit bien le pays, et qui répare le lien rompu entre les champs et les assiettes. C'est le projet que nous portons pour notre agriculture.

Notre projet repose sur une conviction simple. **Le revenu des paysans, le pouvoir d'achat des ménages et la santé de la terre ne s'opposent pas, ils tiennent ensemble ou tombent ensemble.** Nous voulons une agriculture soutenable plutôt que la course au rendement, des fermes à taille humaine plutôt que la concentration sans fin, des paysans nombreux et solidaires plutôt qu'un agro-business qui remplace les hommes par des machines et des intrants. C'est un projet de société autant qu'un projet agricole.

Nous voulons donc construire un modèle agricole plus robuste, plus fraternel, plus humain.

Un modèle qui ne mesure pas seulement la performance à la quantité produite par hectare, mais à la capacité de nourrir la population, de préserver les sols, de maintenir des emplois, de transmettre des fermes, de faire vivre les campagnes.

Cela suppose de garantir des revenus, de protéger nos productions face à la concurrence déloyale, de mieux former les futurs agriculteurs, d'éduquer à l'alimentation dès l'école, et de construire une sécurité de l'alimentation pour que bien manger ne soit pas un privilège.

Cela suppose aussi de transformer les règles qui poussent aujourd'hui à l'agrandissement, à l'endettement et à la course au foncier. Nous défendons notamment une refonte d'une partie du premier pilier de la PAC : les aides ne doivent plus être seulement distribuées selon les hectares, mais davantage selon le travail humain réellement présent sur les fermes. En fléchant une part des soutiens vers les unités de travail agricole plutôt que vers les surfaces, nous favoriserons l'agriculture paysanne, l'installation, l'emploi, la transmission, et nous réduirons la pression à l'agrandissement qui écrase tant de jeunes agriculteurs avant même qu'ils aient commencé.

1

LE REVENU D'ABORD, LE REVENU BIEN SÛR.

La première question, c'est celle du revenu.

On ne demande pas à une ferme qui perd de l'argent de prendre le risque de changer. Tant que le prix payé au producteur ne couvre pas ses coûts et ne rémunère pas son travail, aucune transition ne tiendra. Le revenu paysan est devenu la variable d'ajustement d'un système qui protège d'abord les marges de l'industrie et de la grande distribution. Notre projet l'érige au contraire en première politique agricole.

Cela veut dire **des prix qui rémunèrent vraiment**, parce qu'un paysan doit pouvoir vivre de sa production avant de vivre des aides.

Pris en étau entre une poignée de firmes et de centrales d'achat qui lui imposent les prix, le paysan seul ne pèse rien, et c'est ce rapport de force que nous voulons renverser. Cela veut dire aussi répartir plus justement l'argent public. Versées aujourd'hui pour l'essentiel à la surface, les aides récompensent la taille et alimentent la course à l'agrandissement. Les orienter vers le travail et les premiers hectares et plafonner ce qui va aux plus grandes exploitations est un choix de justice que nous assumons. Il soutient l'agriculture paysanne au lieu de récompenser la course aux hectares.

PRODUIRE POUR PROTÉGER.

Une agriculture qui abîme l'eau, l'air et la santé n'est pas une agriculture forte. Nous voulons une transition vers une agriculture paysanne exigeante, l'agriculture biologique en première ligne, qui sorte pas à pas des intrants de synthèse et nous rende notre autonomie. Car cette transition est d'abord une question de souveraineté. Un pays qui dépend des engrais et du soja qu'il importe n'est pas maître de son alimentation, il est à la merci du premier choc venu. Reconquérir cette autonomie passe par les légumineuses, les rotations longues, le retour de la fertilité organique et la défense de nos semences.

Sortir de l'élevage industriel n'est pas sortir de l'élevage. Nous défendons l'élevage herbager et la polyculture-élevage à taille humaine, qui entretiennent les prairies et les bocages et font vivre des régions entières. Ce que nous combattons, c'est le modèle hors-sol suspendu au soja importé, pas le paysan qui élève ses bêtes à l'herbe. C'est aussi une question de cohérence, car notre dépendance en protéines se joue d'abord dans les élevages industriels.

Cette transition ne s'imposera pas à coups de normes mal vécues, elle se rémunère et elle s'accompagne. Les paysans rendent des services que le marché ne paie pas, ils protègent l'eau, entretiennent les haies et la biodiversité, stockent du carbone. Les reconnaître et les payer vaut mieux que les contraindre. Et il faut dire la vérité, la conversion coûte parfois du rendement les premières années. Le rôle de notre projet est précisément que ce risque ne repose plus sur les seules épaules du paysan.

Nous ne stigmatisons personne. À celui qui conduit encore une ferme conventionnelle et veut changer sans en avoir aujourd'hui les moyens, nous le soutiendrons plutôt que de lui faire la leçon.

RÉCONCILIER

LES PAYSANS ET LES CITOYENS.

Ce projet ne se construira pas contre les citoyens, mais avec eux. Bien manger ne doit pas devenir un privilège, et le juste prix payé au paysan a pour pendant l'accès de tous à une alimentation de qualité. Ce sont les deux faces d'une même pièce.

L'État doit montrer l'exemple, en orientant sa commande publique, ses cantines et ses hôpitaux vers les produits locaux et de saison. Le seuil de 20 % de produits bio prévu depuis la première loi EGalim pour les cantines scolaires et les hôpitaux peut et doit être respecté partout en étant accompagné. Certaines écoles proposent 50 %, voire 80 % de bio, offrant la preuve pratique de la faisabilité. Ce seuil sera amené à être relevé au fur et à mesure, tout en restant accompagné. Nous viserons un seuil de 30 % à horizon 2030 et 50 % à horizon 2035.

Les circuits courts et la vente directe rapprochent le producteur du citoyen et redonnent leur sens aux mots produire et manger. L'école doit réapprendre le goût et l'origine de ce que l'on mange.

S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La canicule a déjà fait plus d'un millier de victimes dans les rangs humains en France. Chez les animaux, ces victimes se comptent en centaines de milliers, notamment dans les bâtiments d'élevages industriels. Les éleveurs ont en plus dû faire face à l'embouteillage des sociétés d'équarrissage débordées. En Normandie et Pays de la Loire, +1000 % en volaille, +200 % en porc, +45 % en bovin.

En juillet il est tombé deux fois moins de pluie que lors d'un mois de juillet normal. Nos sols connaissent une sécheresse historique. Les débits de cours d'eau sont faibles ou très faibles, à des niveaux rarement observés. Les récoltes de fin d'année s'annoncent catastrophiques. La crise de l'eau ne commence pas le jour où plus rien ne sort du robinet, elle a déjà commencé et demande de protéger la ressource et de la partager de manière transparente et démocratique, à l'inverse de la loi d'urgence agricole qui affaiblit une démocratie de l'eau qui a fait ses preuves et demande au contraire à être renforcée.

Les productions agricoles, végétales comme animales, ne sont pas les seules à prendre un coup : les travailleurs de la terre aussi.

Les canicules, les unes après les autres, les épisodes de gel tardifs, les vents violents, les inondations, tous les signes de plus en plus nombreux et fréquents du changement climatique sont un véritable traumatisme pour les paysans. Face à la mortalité massive, aux récoltes brûlées, aux baisses de rendement, qui affectent physiquement, moralement et économiquement, des paysans déjà à bout.

« En Bretagne aussi les raisins grillent et les jeunes plants meurent, c'est mon quotidien en ce moment. »

Antoine, viticulteur dans le Morbihan.

Les premières victimes du climat sont les paysans. **Les gouvernements successifs gèrent l'urgence au fil des épisodes, sans engager les transformations structurelles nécessaires.**

Ils soutiennent un modèle agricole insoutenable, qui va droit dans le mur du changement climatique... Pour satisfaire aux exigences de la compétitivité, des lobbies, du libre-échange au lieu d'accompagner la transition vers des systèmes durables.

Il est vital de changer de cap.

Vital d'agir en amont pour la préservation des ressources : eau, air, sol, biodiversité. Vital de soutenir un modèle agricole plus résilient et plus autonome qui préfère les haies, les parcours arborés, les fermes à taille humaine aux fermes usines. C'est ce que nous voulons.

À défaut, chaque nouvelle canicule continuera d'être traitée comme une surprise, alors qu'elle est, comme le rappellent les climatologues, de plus en plus prévisible.

DÉPLOIEMENT D'EXPÉRIMENTATIONS INSPIRÉES DE **LA SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION**

Depuis 2020, une centaine d'expérimentations locales de sécurité sociale de l'alimentation ont été lancées. Ces caisses alimentaires reposent sur le conventionnement de producteurs et commerces locaux respectant des critères sociaux, écologiques et éthiques. Les bénéficiaires cotisent chaque mois selon leurs moyens et reçoivent en retour une somme d'argent à dépenser dans les lieux conventionnés.

Chaque expérimentation définit son fonctionnement interne mais elles partagent toutes un objectif commun : **améliorer l'accès à une alimentation saine et durable au plus grand nombre, soutenir les filières locales et redonner du pouvoir d'agir aux citoyens et du pouvoir de vivre aux paysans.**

Nous soutenons ces expérimentations dans tous les territoires de l'hexagone et ultra-marins, adaptés aux réalités locales et permettent l'implication directe des citoyens.

RENOUVELER ET FORMER LES PAYSANNES ET LES PAYSANS.

Il n'y aura pas d'agriculture vivante sans paysans nombreux.

Et c'est sans doute là que tout se joue. Nous portons un objectif clair et vérifiable, installer durablement plus de paysans qu'il n'en part chaque année.

Quatre chantiers en découlent :

1/ Un accès à la terre rendu à celles et ceux qui la travaillent, plutôt qu'à l'agrandissement.

2/ Un soutien aux formes collectives, qui partagent le capital et les astreintes, rompent l'isolement et ouvrent le métier à qui n'en a pas hérité.

3/ Un statut qui rende enfin la vie de paysan vivable, car on ne convaincra personne de s'installer en taisant les retraites parmi les plus basses du pays, l'absence de congés et un travail qui reste l'un des plus accidentés. Vivre dignement de son métier, avec les mêmes droits que les autres, fait partie du projet.

4/ Une formation qui réponde à l'évolution du métier, portée par une véritable volonté politique : la nôtre ! Une formation qui assume la transition vers une agriculture paysanne au lieu de la diluer et accompagne vraiment les reconversions.

UNE FORMATION AGRICOLE DEBOUT !

Relevant du ministère de l'Agriculture, en 2025, la formation agricole compte près de 219 000 apprenants, dans un large éventail de secteurs. 800 établissements « à taille humaine » maillent l'ensemble des territoires, hexagonaux et ultra-marins. Lycées agricoles, centres de formation d'apprentis, centres de formation pour adultes, publics et privés forment jeunes et adultes à plus de 200 métiers, dans la production agricole, l'agroalimentaire, le paysage et l'environnement, les soins aux animaux et les services aux personnes...

Elle est un puissant levier qui permettra de relever les défis présents et futurs : la transition vers une agriculture locale et durable, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, la lutte contre l'érosion de la biodiversité qui menace l'agriculture, la souveraineté alimentaire, la revitalisation des espaces ruraux et le renouvellement des générations.

La loi d'orientation de 2025 intime à l'enseignement agricole technique une hausse de 30 % du nombre d'élèves d'ici à 2030. Mais rien ne chiffre le montant des crédits qui seront déployés, alors que le désengagement de l'État est de mise depuis de nombreuses années ! Pourtant le risque existe de voir la formation agricole s'étioier, et perdre sa capacité à répondre pleinement aux défis futurs, faute de volonté politique et de moyens financiers et humains.

À l'heure où un tiers des paysans partira à la retraite d'ici 2030, il faut armer les nouvelles générations. Sans une formation repensée, financée à la hauteur et assumant pleinement l'agriculture paysanne plutôt que de la diluer, et sans une vraie politique de transmission, la promesse du renouvellement des générations restera un slogan.

QUELQUES **PISTES**

- Renforcer la formation des enseignants aux transitions agroécologiques.
- Défendre les emplois publics et les moyens financiers nécessaires dans l'enseignement agricole public, notamment lors des négociations annuelles du projet de loi de finances.
- Intégrer l'agriculture paysanne dans les référentiels d'enseignement.

nos

PROPOSITIONS

**POUR UNE AGRICULTURE
QUI RÉMUNÈRE SES
TRAVAILLEURS, NOURRIT
LA POPULATION ET PREND
SOIN DE L'ENVIRONNEMENT.**

1

INSTAURER DES PRIX MINIMUMS GARANTIS POUR LES PRODUITS AGRICOLES.

Les outils de protection du revenu des agriculteurs qui existaient par le passé dans le cadre de la PAC, avec l'intervention directe de la puissance publique sur les marchés pour garantir des prix stables et rémunérateurs (stockage privé ou public, quotas de production, protections douanières, etc.), ont été progressivement démantelés depuis les années 1990, exposant nos filières agricoles aux soubresauts de plus en plus sévères du marché.

En France, après 7 ans de lois EGalim, le droit ne garantit toujours pas la couverture des charges des agriculteurs par l'achat de leurs produits, mais seulement leur « prise en compte » dans la détermination du prix. Ce n'est pas suffisant. **Nous devons aller beaucoup plus loin pour protéger le revenu des agriculteurs sur le plan juridique.**

// Nous proposons de prendre exemple sur nos voisins espagnols, qui ont déjà introduit dans leur droit le principe d'interdiction de « destruction de la valeur », preuve qu'il est possible d'avancer sur ce terrain en dépit des carcans du droit de la concurrence. Nous proposons d'aller au bout de cette logique, en imposant aux acheteurs, de manière réellement contraignante, des **prix minimums garantis** pour nos agriculteurs.

Concrètement, **nous souhaitons que des prix minimums soient fixés pour les denrées agricoles les plus représentatives**, en se basant sur des indicateurs de coût de production – qui existent déjà – auxquels il conviendra d'ajouter la juste rémunération du travail et l'amortissement du capital. Ces prix contiendront des modulations

pour garantir un prix plus élevé aux produits de qualité (notamment les produits sous label, comme les produits bio).

2/ Pour y parvenir sans concevoir un système trop lourd, nous mobiliserons les interprofessions représentatives de chaque filière, qui ont la faculté de prendre des accords que l'État peut étendre pour leur garantir leur application complète. Si ces instances ne parviennent pas à se mettre d'accord, l'État prendra ses responsabilités en établissant lui-même les références, car ce sujet est trop important : la transition nécessaire de notre agriculture vers des modèles plus durables ne pourra se faire que si nos producteurs sont correctement rémunérés. Ce système devra être défendu au niveau européen quitte à imposer un rapport de force avec la Commission européenne, qui pourrait juger ces dispositions non conformes aux traités européens.

Si nous parvenons à mieux rémunérer nos agriculteurs, cela ne doit pas se faire aux dépens des autres acteurs de la chaîne alimentaire, en particulier les petites entreprises agroalimentaires, qui connaissent aujourd'hui des difficultés économiques importantes sous la pression des centrales d'achat de la grande distribution toujours plus voraces, ainsi que sous la pression accrue d'un marché toujours plus ouvert aux importations, les exposant à une concurrence déloyale sur le plan fiscal, social et environnemental.

3/ En parallèle, nous imposerons plus de transparence voire d'encadrement des marges pour éviter les abus, le développement de la contractualisation suivant les principes du commerce équitable. La guerre des prix doit cesser, pour que les acteurs arrêtent de se tirer les uns et les autres vers le bas, et envisagent désormais des relations plus durables et constructives. C'est à l'État de prendre ses responsabilités pour fixer de nouvelles règles du jeu favorables à plus de coopération entre les acteurs de la chaîne alimentaire, si nécessaire en se soustrayant aux logiques habituelles de l'économie de marché.

4/ Enfin, nous ne devons pas laisser nos acteurs économiques sans défense sur un marché toujours plus ouvert alors que nous faisons des choix sociaux et environnementaux vertueux. Cette hypocrisie doit prendre fin, en favorisant clairement les produits locaux et durables dans le cadre de la commande publique, en interdisant toute importation à des prix inférieurs aux prix planchers fixés nationalement.

Dans un premier temps, des possibilités existent pour fortement réduire le recours aux importations d'aliments qui ne respectent pas nos normes (ou pour réduire le « chantage aux importations » des industriels et distributeurs). Les mesures ou clauses de sauvegarde « sanitaires » prévues par le règlement européen 178/2002 peuvent déjà être utilisées pour interdire toute importation utilisant des substances interdites en France. Il suffit que l'agence sanitaire française (l'Anses) ait constaté des risques « sérieux » pour la santé ou l'environnement. Or les études sur le sujet soulignent qu'au moins 30 % à 50 % des aliments importés de pays hors UE contiennent des produits interdits en France.

En complément, l'étiquetage des origines des aliments devrait être systématique. Cela favorisera la production française qui est gage de qualité pour la plupart des consommateurs. En effet, les importations concernent près de 50 % des aliments sans indication d'origine (les produits transformés), contre seulement 10 % des aliments avec indication d'origine (les produits frais).

GÉNÉRALISER LES PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX ET RÉCONCILIER L'AGRICULTURE AVEC LA NATURE.

L'agriculture est aujourd'hui un secteur d'activité ultra-subsventionné avec plus de 11 milliards d'euros chaque année, dont 9,5 milliards issus de la PAC. Pourtant, plus de 80 % des agriculteurs citent le verrou financier comme frein à l'adoption de nouvelles pratiques agricoles durables. Dans le même temps, en France, les critères d'accès à l'éco-régime « de base » sont si peu ambitieux que près de 90 % des agriculteurs en bénéficient sans modifier leur système de production...

1/ L'argent public doit être mieux réparti, qu'il ne pousse pas à la course à l'agrandissement mais soit orienté vers le travail et les premiers hectares.

2/ Pour réconcilier l'agriculture et la nature, nous proposons de généraliser les mécanismes de paiement pour services environnementaux (PSE), qui permettent de rémunérer les exploitants pour le développement et la bonne gestion des structures paysagères, qu'il s'agisse des surfaces non-agricoles (haies, mares...) comme des systèmes de production agricole. Par l'incitation financière à introduire des couverts végétaux, à allonger des rotations, à entretenir des prairies permanentes, nous pouvons sortir d'une logique de normes qui sont parfois mal perçues par les paysans.

3 / L'eau qui nous a tant manqué cet été doit faire l'objet d'une attention particulière, que cette ressource précieuse soit protégée et partagée de manière juste et démocratique.

RÉMUNÉRER LES AGRICULTEURS POUR QU'ILS PROTÈGENT L'EAU DE NOTRE ROBINET

Algues vertes, nitrates, PFAS, résidus de pesticides..., cela fait des années que nous constatons que l'eau charrie les méfaits de l'agriculture productiviste. Si nous ne faisons rien, avec les épisodes de sécheresse qui vont malheureusement se multiplier, et l'eau se raréfier, les agences et régies publiques en France vont au-devant de coûts de dépollution exorbitants, ce qui augmentera nos factures d'eau du robinet.

Des solutions simples et robustes existent pourtant : depuis plus de 10 ans, Eau de Paris rémunère des agriculteurs installés en Bourgogne et en Île-de-France pour leurs pratiques agricoles vertueuses, via des **mécanismes de paiements pour services environnementaux**. Dans certaines zones, le nombre de fermes bio est même 3 à 4 fois supérieur à la moyenne nationale ! Certaines cantines scolaires vont jusqu'à servir les produits de ces agriculteurs, et la boucle est bouclée !

Il est beaucoup moins cher (au moins 3 fois, sans doute plus) d'investir dans les pratiques des agriculteurs, plutôt que de dépolluer l'eau après coup. Quand on sait que la seule « dépollution » de la Seine a coûté près de 1,4 milliards d'euros pour les Jeux olympiques, sans que ces travaux ne la rendent évidemment potable, nous considérons que les ordres de grandeur des PSE de 100 € à 150 €/hectare sont un investissement judicieux.

SÉCURISER LA PRODUCTION EN BIO ET LA RENDRE PLUS ACCESSIBLE.

L'agriculture biologique est un modèle que nous souhaitons étendre au plus grand nombre. Et c'est possible ! En Suisse, près de 18 % des produits consommés sont bio. Au Danemark ? 12 %. En France, nous peinons depuis de nombreuses années autour de 6 %...

Nous proposons la mise en place d'un fonds de garantie pour l'agriculture bio. Afin de redonner de la visibilité aux agriculteurs, de ne plus compromettre leur conversion, et de redonner du souffle à des filières entières essentielles pour notre souveraineté, notre santé et notre environnement,

Ce fonds rétablira l'aide au maintien indûment supprimée par la Macronie et sécurisera et étendra les moyens d'action de l'Agence Bio notamment pour structurer et renforcer les filières industrielles de transformation et soutenir la distribution de produits bio en restauration collective.

DAVID

Éleveur bio



On nous demande de passer au bio, puis on nous laisse porter le risque tout seuls. Sur notre ferme, nous élevions des porcs en bâtiments, à la manière classique : 500 places d'engraissement, 100 places de maternité. Un système imparfait mais stable, qui faisait vivre la structure depuis les années 2000. En 2020, nous avons tout transformé pour repasser en plein air, dans la cohérence de notre conversion bio débutée en 2016 : 50 truies sur cinq hectares, l'engraissement sur paille, les bêtes dehors. Moins d'animaux, plus d'espace, plus de cohérence. Pour y arriver, nous avons vendu du matériel, fortement décapitalisé, accepté de produire moins. Un vrai pari.

Ce qui n'a pas tenu, c'est la promesse de débouchés. Le groupement qui nous avait démarchés pour convertir l'atelier nous a lâchés. Un autre a pris le relais, mais sans l'engraissement. Nous continuions à faire naître les animaux, mais ils partaient s'engraisser ailleurs. Nous assumions la naissance, la phase la plus délicate du cycle, et nous laissions à d'autres l'engraissement, là où se crée la valeur. Résultat, moins de valeur ajoutée chez nous, donc moins de revenu.



MOT DE LA FIN

DE SOPHIE TAILLÉ-POLIAN



*Responsable du programme
et porte-parole de François Ruffin*

Depuis plusieurs décennies, les agricultrices et les agriculteurs de ce pays crient leur détresse. Ils et elles sont prisonniers d'un modèle en crise, à bout de souffle, qui endette pour produire toujours plus et paie toujours moins. Ce modèle dans lequel la plupart d'entre elles et eux se retrouvent enfermés est dans l'impasse. Faute de perspectives à long terme de la part des pouvoirs publics, la colère agricole revient, saison après saison, crise après crise. Les réponses du Gouvernement ne sont que de maigres rustines inefficaces à redresser un système qui n'a plus de sens.

À cette impasse économique s'ajoute la crise climatique et environnementale que nous traversons. Sécheresses à répétition, canicules qui brûlent les récoltes et tuent les animaux, orages violents qui ravagent en une heure le travail d'une année... Les paysannes et les paysans sont les premières victimes de ce dérèglement, et ils le savent mieux que quiconque : on ne négocie pas avec le climat.

Or les réponses inadaptées qui sont apportées ne font qu'aggraver les inégalités. Une minorité s'accapare l'accès à l'eau quand la ressource se raréfie pour toutes et tous. La droite vote des lois « poison », qui réintroduisent des pesticides dangereux pour notre santé. Partout l'on découvre des polluants éternels dans nos rivières, du cadmium dans nos assiettes. Ce gouvernement n'écoute

ni les agricultrices et agriculteurs ni les associations citoyennes : il est à la main des lobbies qui prospèrent sur leur dos.

Notre projet part d'une mesure simple, préalable à tout le reste : mieux rémunérer celles et ceux qui nous nourrissent. Cela suppose de changer complètement de paradigme : des prix minimums garantis, une répartition juste de l'argent public, la fin de la guerre des prix.

Les intérêts des agricultrices et agriculteurs et ceux des citoyens consommateurs ne s'opposent pas, ils doivent converger dans des propositions concrètes. Il nous faut changer complètement de paradigme pour à la fois nourrir le pays, vivre de son travail dignement tout en respectant l'environnement et en s'adaptant aux pénuries. C'est l'objet des propositions réunies dans ce cahier.

La transition écologique impose de changer de modèle : des exploitations plus petites, plus nombreuses, qui emploient plus de monde, plutôt que des fermes-usines qui remplacent les êtres humains par des machines et des intrants importés. C'est ainsi que nous retrouverons notre souveraineté alimentaire. Et cela suppose de sortir des traités de libre-échange mortifères, signés avec des pays qui ne respectent pas nos exigences sociales et environnementales, et qui organisent la concurrence déloyale contre nos propres agriculteurs.

Ce projet a été construit à l'écoute de celles et ceux qui nous nourrissent. Remettre le pays debout, c'est reprendre le pouvoir sur notre alimentation, retrouver notre souveraineté et la dignité de nos paysans.

REMERCIEMENTS

**CE CAHIER A ÉTÉ RÉALISÉ SOUS LA DIRECTION
DE SOPHIE TAILLÉ-POLIAN, DÉPUTÉE DU VAL-DE-MARNE,
RESPONSABLE DU PROGRAMME ET PORTE-PAROLE
DE FRANÇOIS RUFFIN.**

**Merci à toutes celles et ceux qui ont
permis à ce cahier de campagne de voir le jour :**

Zélie Geneix,
Coordinatrice de l'expertise.

Vincent Burnand,
Coordinateur des cahiers de campagne.

Gwenola Trotin,
Responsable politique Reconstruction écologique.

*Aux intellectuels, chercheurs et chercheuses
qui nous aident à penser comment travailler mieux.*

*Les experts du groupe de travail Agriculture,
et plus particulièrement à Marin, Dominique, Lucas, Adrien.*

Le groupe métier Paysans Debout!

Audrey Lorel, *pour la mise en page de ce cahier.*

Didier Francini, *pour les dessins.*

CAHIER DE CAMPAGNE N°4

POUR UNE EXCEPTION AGRICULTURELLE FRANÇAISE

Vous tenez entre vos mains l'un des cahiers de campagne Debout! Chacun de ces fascicules est dédié à une mesure phare, argumentée et chiffrée.

Après 25 ans passés à arpenter le terrain, à recueillir les parcours de vie et à porter votre voix, François Ruffin a décidé de mener la bataille pour une vie plus juste, plus digne, plus heureuse.

Ce cahier est garanti sans IA et avec plein d'intelligence collective. Celle des vrais gens, des experts, des intellectuels, des syndicalistes, des artistes, des associations... et de tous les bénévoles qui phosphorent depuis des mois pour qu'il puisse voir le jour.

Parce que c'est ça, un cahier de campagne : les pieds dans le réel et le stylo aussi !

nouspresident.fr